

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>45</b>	<b>30</b>

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Direction des Finances - Cotisation Foncière des Entreprises - Exonération en faveur des établissements de vente de livres neufs au détail labélisés "Librairie Indépendante de Référence"

- ☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.139

Date de la convocation :

**Le 22/06/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **10 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **11 JUL. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 28 juin 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 28 juin à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Serge MAUREL, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Thérèse DARTOIS, Gérald LOMBARDO à Joseph LE CHAPELAIN, Gilbert TAULANE à Gilbert HUGUES, Richard THIERY à Jean LEONETTI, Claude BERENGER à Jean-Pierre MASCARELLI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Guy GIRAUD à Audouin RAMBAUD, Marie BENASSAYAG à Yves DAHAN, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Anne-Marie DUMONT à Thierry OCCELLI, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Béatrice VIGNOLO à Christophe ETORE, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Roger CRESP, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Patrick DULBECCO, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAOU**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur MAURIN,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après « CGCT »), notamment les articles L.5211-41-3, L.5216-1 et L.5216-5 du CGCT,

VU le Code Général des Impôts (ci-après « CGI »), notamment les articles 1379, 1447, 1464 I, 1467 A, 1586 octies et nonies et 1639 A bis,

CONSIDERANT que la Loi de Finances Rectificative du 25 décembre 2007 a posé le principe du label « Librairie Indépendante de Référence » et ouvert la possibilité aux collectivités locales d'exonérer les librairies labellisées répondant aux conditions de l'article 1464 I du CGI de Taxe Professionnelle, qui a été remplacée au 1<sup>er</sup> janvier 2010 par la Contribution Economique Territoriale (CET),

CONSIDERANT que le label « Librairie Indépendante de Référence » a été créé par le Décret n°2009-395 du 08 avril 2009, et que le Décret n°2011-993 du 23 août 2011 a institué le label « Librairie de Référence » sans portée fiscale,

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions du I de l'article 1464 du CGI, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (ci-après « EPCI ») à fiscalité propre peuvent, sur délibération, accorder une exonération totale de Cotisation Foncière des Entreprises (ci-après « CFE ») en faveur des établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail qui disposent, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, du label «Librairie Indépendante de Référence»,

CONSIDERANT que le label « Librairie Indépendante de Référence » est attribué par décision du Ministre de la Culture pour une durée de 3 années, sous réserve que le bénéficiaire respecte les conditions prévues au I de l'article 1464 du CGI,

CONSIDERANT que, pour bénéficier de l'exonération prévue au I de l'article 1464 du CGI, l'établissement bénéficiaire doit, au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1467 A, relever d'une entreprise qui satisfait aux conditions suivantes :

1- L'entreprise doit être une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I au Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

2- Le capital de l'entreprise est détenu de manière continue à hauteur de 50 % au moins :

a) Par des personnes physiques ;

b) Ou par une société répondant aux conditions du 1- et du 3- et dont le capital est détenu à hauteur de 50 % au moins par des personnes physiques ;

3- L'entreprise n'est pas liée à une autre entreprise par un contrat prévu par l'article L. 330-3 du code de commerce.

CONSIDERANT que, conformément au I de l'article 1586 nonies I du CGI, la valeur ajoutée des établissements exonérés de CFE en application de la délibération d'un EPCI à fiscalité propre est, à la demande de l'entreprise, exonérée de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (ci-après « CVAE ») pour sa fraction taxée au profit de la Commune ou de l'EPCI,

CONSIDERANT ainsi que, dès lors qu'un EPCI à fiscalité propre a pris une délibération en faveur d'une exonération en matière de CFE, cette délibération entraîne, à la demande de l'entreprise, application de l'exonération correspondante en matière de CVAE,

CONSIDERANT que le label « Librairie Indépendante de Référence » est délivré par l'autorité administrative aux établissements qui réalisent une activité principale de vente de livres neufs au détail, disposent de locaux ouverts à tout public, et proposent un service de qualité reposant notamment sur une offre diversifiée de titres, la présence d'un personnel affecté à la vente de livres en nombre suffisant et des actions régulières d'animation culturelle, dans les conditions précisées par décret en Conseil d'Etat,

CONSIDERANT que l'exonération prévue au I est subordonnée au respect du règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,

CONSIDERANT que cette délibération doit être prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, c'est-à-dire avant le 1<sup>er</sup> octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante,

CONSIDERANT que les librairies jouent en France un rôle déterminant pour la diffusion de la création et l'accès au livre,

CONSIDERANT que la labellisation « Librairie Indépendante de Référence » a été instaurée suite à l'adoption du plan « Livre » en 2007 afin de mettre en évidence la fonction culturelle et sociale des librairies, de leur redonner des capacités d'investissement, et de permettre aux collectivités territoriales de les soutenir,

Il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- approuver le principe d'une exonération à 100 % de la Cotisation Foncière des Entreprises, à compter de l'exercice 2019, les établissements visés à l'article 1464 I du Code Général des Impôts, réalisant une activité de vente de livres neufs au détail qui disposent, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, du label « Librairie Indépendante de Référence »,
- autoriser Monsieur le Président ou l'un de ses représentants à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- approuver le principe d'une exonération à 100 % de la Cotisation Foncière des Entreprises, à compter de l'exercice 2019, les établissements visés à l'article 1464 I du Code Général des Impôts, réalisant une activité de vente de livres neufs au détail qui disposent, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, du label « Librairie Indépendante de Référence »,
- autoriser Monsieur le Président ou l'un de ses représentants à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 28 juin 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 28/06/2018  
Numéro : CC\_2018\_139  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Cotisation Foncière des Entreprises - Exonération en faveur des établissements de vente de livres neufs au détail labélisés "Librairie Indépendante de Référence"  
Matière : 7.10 - Divers  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 77b15Qr

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 11/07/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180628-CC\_2018\_139-DE

**Acte reçu**

Date : 28/06/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_139  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 10  
Objet : Cotisation Foncière des Entreprises - Exonération en faveur des établissements de vente de livres neufs au détail labélisés "Librairie Indépendante de Référence"  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180628-CC\_2018\_139-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 0

N